

Interdiction provisoire d'exercer toute profession industrielle ou commerciale.

Par arrêté du Premier ministre, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de l'économie et des finances en date du 9 septembre 1975, M. de l'Orne d'Alincourt (Pierre), ancien dirigeant de la société anonyme Fininco, 4, rue de la Paix, Paris (2^e), demeurant 4, avenue de Friedland, Paris (8^e), à l'encontre duquel une plainte a été déposée par l'administration fiscale en application des articles 1741 et 1743 du code général des impôts, est frappé de l'interdiction provisoire d'exercer toute profession industrielle ou commerciale.

Le directeur général des impôts est chargé des mesures de notification et de publicité prévues par les articles 403 A 7, 406 A 9 et 406 A 10 de l'annexe III au code général des impôts.

Par arrêté du Premier ministre, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de l'économie et des finances en date du 9 septembre 1975, M. Rebotier (Jean), dirigeant de la société anonyme Fininco, 4, rue de la Paix, Paris (2^e), demeurant 35, avenue Sainte-Foy, Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), à l'encontre duquel une plainte a été déposée par l'administration fiscale en application des articles 1741 et 1743 du code général des impôts, est frappé de l'interdiction provisoire d'exercer toute profession industrielle ou commerciale.

Le directeur général des impôts est chargé des mesures de notification et de publicité prévues par les articles 403 A 7, 406 A 9 et 406 A 10 de l'annexe III au code général des impôts.

Par arrêté du Premier ministre, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de l'économie et des finances en date du 9 septembre 1975, M. Jacquesson (Jean-Claude), dirigeant de la Société de développement immobilier et de la Société Orgec, demeurant 9, rue Crevaux, Paris (16^e), à l'encontre duquel deux plaintes ont été déposées par l'administration fiscale en application des articles 1741 et 1743 du code général des impôts, est frappé de l'interdiction provisoire d'exercer toute profession industrielle ou commerciale.

Le directeur général des impôts est chargé des mesures de notification et de publicité prévues par les articles 406 A 7, 406 A 9 et 406 A 10 de l'annexe III au code général des impôts.

Administration centrale.

Par arrêté du Premier ministre, du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, et du ministre de l'économie et des finances en date du 7 août 1975, Mme Pirlot (Joëlle), attaché d'administration centrale au ministère de l'économie et des finances, est placée pour une période maximum de cinq ans en service détaché auprès du ministre de l'intérieur en qualité d'attaché de préfecture.

Cet arrêté prend effet à compter du 1^{er} janvier 1975.

Contrôle financier.

Par arrêté du ministre de l'économie et des finances en date du 5 septembre 1975, M. Renard (Charles), administrateur civil hors classe, a été nommé contrôleur financier de 2^e classe.

Par arrêté du ministre de l'économie et des finances en date du 5 septembre 1975, M. Rosier (Guy), administrateur civil hors classe, a été nommé contrôleur financier de 2^e classe.

Service des laboratoires.

Par arrêté du Premier ministre, du ministre de l'économie et des finances et du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Porte-parole du Gouvernement) en date du 25 août 1975, M. Renaud-Salis (François), ingénieur principal de 8^e échelon du service des laboratoires du ministère de l'économie et des finances, a été placé en service détaché auprès de l'établissement public de diffusion pour une période maximum de cinq ans à compter du 1^{er} février 1975.

Liste nationale d'aptitude à l'emploi de directeur de caisse de crédit municipal.

Par arrêté du ministre de l'économie et des finances en date du 25 juillet 1975, sont inscrits sur la liste nationale d'aptitude à l'emploi de directeur de caisse de crédit municipal pour l'année 1975 :

MM. Cataly (Christian).	MM. Pipet (Roger).
Ferrer (Marcel).	Thomas (Gilbert).
Hiohich (Alain).	

MINISTERE DE L'EDUCATION

Décret n° 75-847 du 5 septembre 1975 modifiant le décret n° 72-310 du 21 avril 1972 relatif au statut du personnel d'information et d'orientation.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'éducation,

Vu l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, notamment son article 2 ;

Vu le décret n° 72-310 du 21 avril 1972 relatif au statut du personnel d'information et d'orientation ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — Le deuxième alinéa de l'article 9 du décret du 21 avril 1972 susvisé est complété par les dispositions suivantes :

« Les élèves conseillers qui ne sont pas reçus au concours sont licenciés ou s'ils étaient déjà fonctionnaires, remis à la disposition de leur administration d'origine. Ils peuvent être autorisés à se présenter au concours suivant. »

Art. 2. — Le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'éducation et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Fonction publique) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet à compter du 1^{er} janvier 1975.

Fait à Paris, le 5 septembre 1975.

JACQUES CHIRAC.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'éducation,

RENÉ HABY.

Le ministre de l'économie et des finances,
JEAN-PIERRE FOURCADE.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre
(Fonction publique),
GABRIEL PÉRONNET.

Conditions d'attribution des indemnités pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants susceptibles d'être allouées à divers personnels relevant du ministère de l'éducation et du secrétariat d'Etat aux universités et liste des travaux y ouvrant droit.

Le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'éducation et le secrétaire d'Etat aux universités,

Vu l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, et notamment son article 22 ;

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 modifié portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites ;

Vu le décret n° 67-624 du 23 juillet 1967 relatif aux modalités d'attribution et taux des indemnités pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants ;

Vu le décret n° 59-1398 du 9 décembre 1959 portant organisation générale du centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 59-1405 du 9 décembre 1959 fixant le statut des personnels contractuels techniques et administratifs du centre national de la recherche scientifique modifié,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Les travaux ouvrant droit en faveur de certains personnels relevant du ministère de l'éducation et du secrétariat d'Etat aux universités au paiement des indemnités spécifiques prévues par le décret n° 67-624 susvisé sont classés comme suit :

I. — Travaux présentant des risques d'accidents corporels ou de lésions organiques donnant droit à une indemnisation de 1^{re} catégorie.

A. — Manipulation et travaux sur installations électriques ou en zones de haute et basse tension ou de courants intenses.

Travaux à proximité de bobines supraconductrices de champs magnétiques intenses (risque d'explosion) ;

Travaux exposant à recevoir une certaine quantité d'énergie électromagnétique sous haute fréquence ;

Manipulation d'appareillages sous très haute pression (de l'ordre de 10 à 20 kilobars) ;

Travaux au marteau perforateur.

L'indemnité spécifique est servie à raison d'un taux de base par demi-journée de travail effectif.